

Contre Attaque Le Ps au 1er mai ...

POURQUOI LE PARTI SOCIALISTE EST-IL CHAHUTÉ À CHAQUE 1ER MAI ?

– Quelques rappels à destination des médias dominants –
C'est l'un des derniers psychodrames dans le petit monde des médias français. Ce 1er Mai à Amiens, Olivier Faure, chef du Parti Socialiste, a été enfariné lors du défilé aux cris de «Le PS, dehors» ou encore «Casse toi, sale traître». Cette action est devenue une tradition presque obligatoire chaque année. Le 1er Mai 2025, Jérôme Guedj, membre de l'aile droite du Parti Socialiste, qui passe l'essentiel de son temps sur les plateaux de Cnews et de BFM pour défendre Israël et taper sur la France Insoumise, avait été «chassé» de la manifestation à Paris. Le 1er Mai 2024, le candidat du Parti Socialiste, pardon, de Place Publique, a été chahuté à la manifestation du Premier Mai à Saint-Étienne. Raphaël Glucksmann avait même dû quitter le cortège sous les huées de jeunes manifestant·es.

Bref, virer les socialistes des cortèges fait désormais partie d'un 1er Mai normal. Pourtant, à chaque fois, le petit monde politico-médiatique s'enflamme et décrit ces petites facéties comme s'il s'agissait d'un crime terrible. Nos éditorialistes trouvent visiblement plus «violent» de lancer un peu de farine que les crimes de l'extrême droite, les morts au travail ou les violences policières. Suite à l'enfarinage, Marine Tondelier s'est empressée de condamner des «méthodes indignes» et de prêcher «en démocratie, on débat, on s'oppose, on se convainc. On n'agresse pas». Marine Tondelier vit dans son petit monde. Dans la vraie vie, on crève au travail, on galère pour les fins de mois et on se fait mutiler dès qu'on revendique un peu trop fort.

Le pire, c'est qu'encore une fois, pas un média ne cherche à comprendre pourquoi le PS est systématiquement taquiné. Comme si personne n'était au courant du mal qu'a fait ce parti. Quoi donc ? Que peuvent bien reprocher des

manifestant·es au Parti Socialiste ? Un vrai mystère ! Pour aider nos confrères journalistes à répondre à cette lancinante question, nous avons quelques débuts d'explication sur cette légère animosité.

Quand il était au pouvoir avec François Hollande, le Parti Socialiste a :

- Imposé la Loi travail par 49.3, qui dérégulait les droits des travailleur·ses, malgré un puissant mouvement social.
- Généralisé l'usage du Lanceur de Balles de Défense, qui mutile massivement.
- Tué Rémi Fraisse pour imposer un projet de barrage, puis réprimé les manifestations qui lui rendaient hommage.
- Tenté d'expulser la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, mutilant et blessant des centaines de personnes.
- Instauré l'état d'urgence et assigné à résidence des musulman·es et des écologistes.
- Voté la déchéance de nationalité.
- Offert 100 milliards d'euros aux patrons avec le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), sans aucune contrepartie. Les patrons n'ont évidemment pas utilisé cet argent pour embaucher. Si une telle somme avait été directement redistribuée aux gens qui travaillent, cela aurait représenté des centaines de milliers d'emplois.
- Placé Manuel Valls comme Premier Ministre, alors qu'il incarnait la droite du parti, et était ultra-minoritaire au sein même du PS. Après avoir élevé l'islamophobie au rang d'idéologie d'État et soutenu Macron, il répand ouvertement ses idées d'extrême droite sur CNews.
- Voté la loi «permis de tuer», qui a «assoupli» la possibilité de tirer pour les policiers. Depuis, le nombre de tués par la police a explosé. La mort de Nahel est le résultat direct de cette loi.
- Créé le délit «d'apologie de terrorisme», qui sert aujourd'hui à réprimer les opposant·es politiques.
- Propulsé Macron, obscur banquier, sur le devant de la scène politique, avant de le porter au pouvoir, avec toutes les conséquences horribles que nous connaissons.

Depuis sa quasi disparition, le PS a :

- Passé plus de temps à diffamer la France Insoumise qu'à s'opposer à Macron.
- Réclamé l'interdiction de toutes les manifestations pour la Palestine (Carole Delga, octobre 2023).
- Nommé Raphaël Glucksmann comme candidat aux Européennes, alors qu'il est un ancien soutien de Nicolas Sarkozy en 2007, entre autres, avant de tenter de l'imposer comme un produit pour 2027.
- Raphaël Glucksmann a déclaré en 2023 que «la direction de Science Po a le droit de décider d'évacuer» les étudiant·es pro-Palestine, plutôt que de dénoncer la répression gouvernementale.
- Obtenu un grand nombre de sièges de députés dans le cadre du Front Populaire, bien supérieur au poids réel du PS, profitant de la menace d'une victoire du RN et des appels à «l'unité», avant de trahir l'accord dès le lendemain de l'élection.
- Refusé de voter la censure du gouvernement Bayrou, ce qui a permis l'adoption d'un plan d'austérité massif et le maintien d'un Ministre raciste comme Bruno Retailleau, avec des conséquences catastrophiques.
- Soutenu le gouvernement Lecornu qui impose un budget néolibéral et militariste.
- Intégralement repris le narratif de l'extrême droite sur l'affaire Quentin Deranque, et criminalisé l'antifascisme.
- Le parti n'a pas dit un mot sur les dissolutions et l'autoritarisme de Macron.

Le PS porte une écrasante responsabilité dans l'effondrement de la gauche, la militarisation de la police, l'hégémonie de l'extrême droite dans le débat politique, la casse des conquêtes sociales, le recul du droit de manifester, le soutien «inconditionnel» à Israël... Le mandat Hollande n'a été qu'une longue descente aux enfers sur tous les plans, dont Macron n'est qu'un enfant dégénéré.